



Centre du Droit de l'Entreprise

DOSSIERS BREVETS 1998

13 AOUT 1998

412	2105	3146
4124	5106	612
VU TRO		

Collaborateurs

M. F. ALCADE

Maître de conférences - Directeur des enseignements de fiscalité à la Faculté de Droit de Montpellier - Avocat

Mme M.-E. ANDRE

Maître de conférences à la Faculté de Droit de Montpellier

M. J. AZEMA

Professeur à la Faculté de Droit de Lyon et au CEIPI - Directeur du Centre Paul Roubier

M. J.-J. BURST

Professeur à la Faculté de Droit de Strasbourg - Directeur Général Honoraire du CEIPI

M. A. CASALONGA

Ingénieur diplômé de l'École Polytechnique de Zurich - Diplômé du CEIPI - Conseil en Brevets

M. A. CATHERINE

Ingénieur diplômé au CEIPI - Cabinet Casalonga, Paris

M. F. HAGEL

Responsable Brevets, Contrats - Étude et Production Schlumberger

M. R. KOVAR

Professeur à la Faculté de Droit de Strasbourg

M. Ph. KOHN

Mandataire en brevets européens - Cabinet Lavoix - Paris

M. M. LE BRUSQUE

Diplômé du CEIPI - Conseil en brevets - Cabinet Lavoix - Limoges

M. C. LE STANC

Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier - Professeur au CEIPI - Avocat

M. A. LUCAS

Professeur à la Faculté de Droit de Nantes

M. D. MAINGUY

Professeur à la Faculté de Droit de Lyon II

M. JM. MOUSSERON

Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier - Président Fondateur de la F.N.D.E.

Mme M. MOUSSERON - QUINETTE

Avocat au Barreau de Paris, Cabinet Coopers & Lybrand CLC Juridique et Fiscal, Paris

M. L. PETRANKER

Docteur en Droit de la Propriété Industrielle

M. J.-L. PIERRE

Avocat, Cabinet Coopers & Lybrand CLC Juridique et Fiscal, Lyon - Professeur associé à la Faculté de Droit de Lyon

M. J. RAYNARD

Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier - Directeur de l'École du Droit de l'Entreprise

M. Y. REBOUL

Professeur à la Faculté de Droit de Strasbourg - Directeur Général du CEIPI

Mme J. SCHMIDT

Professeur à la Faculté de Droit de Lyon - Professeur au CEIPI

Mme V. SELINSKY

Maître de conférences à la Faculté de Droit de Montpellier - Avocat

Mme A. SONNIER

Maître de conférences à la Faculté de Droit de Montpellier - Avocat

M. J.-P. STENGER

Docteur en Droit - Avocat à la Cour d'Appel de Paris

M. P. VIGAND

Ingénieur E.S.E. - Docteur en Droit - Sénior IP Counsel secteur Câble Litigation Counsel - Professeur au CEIPI

M. M. VIVANT

Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier - Professeur au CEIPI

M. G. WEISS

Juriste à l'Office Européen des Brevets.

Directeur de la Publication

Bibliothèque

● Actualités de Droit de l'Entreprise

- L'exercice en groupe des professions libérales (1975)
- Le know-how (1976)
- L'avenir de la publicité et le droit (1977)
- Garanties de résultat et transfert des techniques (1978)
- Droit social et modifications des structures de l'entreprise (1979)
- Les inventions d'employés (1980)
- La clause de réserve de propriété (1981)
- Le nouveau droit du crédit immobilier (1981)
- Concurrence et distribution (1982)
- Producteurs, distributeurs : quelle concurrence ? par JM. Mousseron (1986)
- Les techniques de privatisation des entreprises publiques par L. Rapp (1986)
- Le Droit français nouveau de la concurrence par JM. Mousseron et V. Sélinsky (2^e éd. 1988)
- Le Droit français nouveau de la transparence tarifaire, par JM. Mousseron, M. Mousseron et D. Mainguy (2^e éd. 1998)
- Après le Code de la consommation, grands problèmes choisis (1995)

● Bibliothèque de Droit de l'Entreprise

- Le contrôle de la gestion des sociétés anonymes, par R. Contin (1976)
- Les réserves latentes, par R. Abelad (1977)
- Dix ans de droit de l'entreprise (44 études - 1076 pages), publié avec le concours du C.N.R.S. (1976)
- Les contrats de sous-traitance, par G. Valentin (1978)
- L'entente prohibée (1963-1967-1977) à travers les avis de la Commission des Ententes, par V. Sélinsky (1979)
- L'entreprise et le contrat, par D. Ledouble (1981)
- Les techniques de renflouement des entreprises en difficulté, par J.-P. Haehl (1981)
- Transferts indirects de bénéfices à l'étranger, par J.-L. Bilon (1981)
- Les prêts et avances entre sociétés d'un même groupe, par D. Ohl (1982)
- La profession libérale en droit fiscal, par F. Alcade (1984)
- Les pratiques discriminatoires, par A. Bénard-Seyfert (1985)
- Les pouvoirs de l'employeur à l'occasion de la grève, par J.-E. Ray (1985)
- Les groupements d'entreprises pour les marchés internationaux, par M. Dubisson (2^e éd. 1985)
- Les obligations du mandataire, par Ph. Pétel (1988)
- La réserve de propriété dans la vente de meubles corporels, par F. Perochon (1988)
- Le capital social, par S. Dana-Demaret (1989)
- Les contrats de la grande distribution, par M.-E. André (1991)
- Droit d'auteur et conflits de loi, par J. Raynard (1991)
- Le crédit documentaire : évolution et perspectives, par E. Caprioli (1992)
- La force de travail (Étude juridique), par T. Revet (1992)
- Les titres négociables, par H. Causse (1992)
- L'opération de courtage, par Ph. Devesa (1993)
- La réservation de l'œuvre audio-visuelle, par Ch. Hugon (1993)
- Les cautionnements et garanties d'emprunt donnés par les collectivités locales, par P. Lignières (1994)
- Les contrats dans le redressement et la liquidation judiciaire des entreprises, par M.-H. Monsérié (1994)
- Le délit de banqueroute ; contribution à un droit pénal des procédures collectives, par M.-Ch. Sordino (1996)
- La revente, par D. Mainguy (1996)
- Le soutien abusif d'une entreprise en difficulté, par G.-A. Likillimba (1988)
- L'agence commerciale, par F. Fournier (1998)

SÉRIE DROIT DE L'INFORMATIQUE

- CELIM : 1 Les transactions internationales assistées par ordinateur (1987)
- CELIM : 2 Droit communautaire et Liberté des flux transfrontières (1989)
- CELIM : 3 La protection du logiciel en Europe (1989)

● HORS SÉRIE

- Mélanges H. Cabrillac (1968)
- Mélanges J.-J. Burst (1997)
- Mélanges Ch. Mouly (1998)

● Bibliothèque de Propriété industrielle

- L'épuisement du droit du breveté (1971)
- L'invention protégée après la loi du 2 janvier 1968, par J. Schmidt (1970)
- La copropriété des brevets d'invention (1973)
- Le know-how : sa réservation en droit commun, par R. Fabre (1976)
- L'acte de contrefaçon, par Ch. Le Stanc (1977)
- Juge et loi du brevet, par M. Vivant (1977)
- Le droit français nouveau des brevets d'invention, par JM. Mousseron et A. Sonnier (1978)
- Traité des brevets : régimes national, européen, communautaire, international (tome 1 : l'obtention du brevet) par JM. Mousseron, avec le concours de J. Schmidt et P. Vigand (1984)

● Dossiers Brevets

- 5 livraisons par an, regroupant études, documents et dossiers de jurisprudence (Décisions, Brevets, Guides de lecture)

● La Lettre de la Distribution

- Chaque mois, les informations les plus récentes en droit de la distribution et de la concurrence (adhésion)

● Cahiers de Droits de l'Entreprise

- Supplément bimestriel à la Semaine Juridique (Éditions E.)

MAGISTÈRE

Diplôme de Juriste-Conseil d'Entreprise

Avec l'Université de CAEN, l'Université de CERGY-PONTOISE, l'Institut de Droit et Économie des Affaires de LYON, l'Institut de Droit des Affaires de NANCY, le Magistère de Droit des Affaires de PARIS II, l'Institut du Droit de l'Entreprise de POITIERS, le Centre de Droit des Affaires de RENNES, le Centre de Droit des Affaires de STRASBOURG et l'Université de TOULOUSE, l'École du Droit de l'Entreprise de MONTPELLIER assure la préparation au Diplôme de Juriste-Conseil d'Entreprise (D.J.C.E.).

Depuis 1986, l'École du Droit de l'Entreprise de MONTPELLIER a été habilitée avec les universités d'AIX, de DIJON, de LYON, de NANCY, de PARIS I, II et X, à assurer la formation nouvelle de 2^e et 3^e cycles de haut niveau, sanctionnée par le MAGISTÈRE DE JURISTE CONSEIL D'ENTREPRISE.

D.J.C.E./Voie Longue
Entrée sur DEUG - 3 ans d'études
sanctionné par le
"MAGISTÈRE-D.J.C.E."

D.J.C.E./Voie courte
Entrée sur Maîtrise de Droit - 1 an d'études
sanctionné par le
"DESS-D.J.C.E."

Cette formation est assurée selon les techniques retenues par les Grandes Écoles Scientifiques :

- sélection à l'entrée (15 % d'admis)
- enseignement long (40 heures par semaine pendant 13 mois)
- enseignement appliqué avec forte charge d'exercices pratiques
- collaboration de spécialistes praticiens et universitaires de différentes techniques juridiques : action commerciale internationale, techniques comptables, fiscales, contractuelles, financières, sociales, sociétaires, informatique juridique, propriété industrielle, langues.

Cette formation comporte 2 mois de stage en cabinet ou service juridique ou fiscal d'entreprise et un mois de spécialisation (Droit des Sociétés, Droit Économique, Droit Fiscal, Droit Social, Droit et Fiscalité du Commerce International).



Pour tous renseignements, s'adresser à :

- **CAEN** **Faculté de Droit et Sciences Politiques - D.E.S.S. Juriste d'Affaires**
Esplanade de la Paix - 14032 Caen Cedex - Tél. 02 31 56 59 92 - Fax. 02 31 56 59 70
- **CERGY-PONTOISE** **Université de Cergy-Pontoise - Pôle Sciences Humaines**
33, bd du Port - 95011 Cergy - Tél. 01 34 25 60 16 - Fax. 01 34 25 60 64
- **LYON** **Institut de Droit et d'Économie des Affaires**
18, rue Chevreul - 69362 Lyon Cedex 07 - Tél. 04 72 72 20 62 - Fax. 04 72 72 21 44
- **MONTPELLIER** **École du Droit de l'Entreprise**
39, rue de l'Université - 34060 Montpellier - Tél. 04 67 61 54 80 - Fax. 04 67 61 54 85
- **NANCY** **Institut de Droit des Affaires - Faculté de Droit**
13, place Carnot - 54035 Nancy Cedex - Tél. 03 83 35 88 25 - Fax. 03 83 32 48 29
- **PARIS II** **Institut de Droit des Affaires - Faculté de Paris II Assas**
92, rue d'Assas - 75270 Paris Cedex 06 - Tél. 01 44 41 57 89 - Fax. 01 43 25 20 72
- **POITIERS** **Institut du Droit de l'Entreprise - Faculté de Droit**
43, place C. De Gaulle - 86022 Poitiers Cedex - Tél. 05 49 45 42 27 - Fax. 05 49 45 42 33
- **RENNES** **Centre de Droit des Affaires - Faculté de Sciences Juridiques**
9, rue Jean Macé - 35042 Rennes Cedex - Tél. 02 99 84 76 06 - Fax. 02 99 84 76 55
- **STRASBOURG** **Centre de Droit des Affaires - Faculté de Droit**
1, place d'Athènes - BP 66 - 67045 Strasbourg Cedex
Tél. 03 88 41 42 19 - Fax. 03 88 61 73 51
- **TOULOUSE** **Université de Sciences Sociales - D.E.S.S. Droit des Affaires**
Place Anatole France - 31000 Toulouse - Tél. 05 61 12 87 47 - Fax. 05 61 12 87 45

• **Fédération Nationale pour le Droit de l'Entreprise**

20, rue Vivienne - 75002 Paris - Tél. 01 42 66 12 12 - Fax. 01 42 66 12 27

I - ETUDE

- *Le droit des brevets, demain – point de vue français* -, par JM.Mousseron, Extraits des Cahiers de Propriété intellectuelle, Vol.10, n.1, éd.Yvon Blais 1998, Québec
- *Adhésion de la Bulgarie et de la Fédération de Russie à l'acte de 1991 de la Convention Internationale pour la protection des obtentions végétales*, Communiqué de presse n°29 de l'UPOV, mars 1998
- *L'acte de 1991 de la Convention Internationale pour la protection des obtentions végétales (Convention UPOV) entre en vigueur*., Communiqué de presse n°30 de l'UPOV, avril 1998
- *Avec l'adhésion de la Croatie, le nombre d'Etats contractants du PCT passe à 96*, en Traité de coopération en matière de brevets (PCT), OMPI - Actualité 98/11, avril 1998

II - JURISPRUDENCE**1. PARIS 27 MAI 1998**

OSTEO c. BIOMECHANIQUE INTEGREE
B.F. 2.242.065
(Inédit)

- Brevetabilité *
- Opposition aux tiers d'une revendication modifiée ***

2. PARIS 24 AVRIL 1998

L'OREAL c. ESTEE LAUDER
B.E. 88-105810.1
(Inédit)

- Brevetabilité *
- Contrefaçon – redevance indemnitaire **

3. PARIS 17 DECEMBRE 1997

VESQUE c. CNET
B.F. 87.17-176 et 87-17.177
PIBD 1998.650.III.160

- Invention d'agent public - invention de mission (oui) **

4. PARIS 19 DECEMBRE 1997

RAYNAUD c. ROUSSEL UCLAF
B.F. 79-23545 – B.V.S. 4472.382
PIBD 1998.650.III.157

- Invention de salarié - rémunération supplémentaire ***

5. TGI PARIS 7 MAI 1998

A.GONÇALVES c. L'OREAL
(Inédit)

- Invention de salarié - rémunération supplémentaire **

6. TGI PARIS 13 MARS 1998

AVERY DENNISON FRANCE c. PELISSIER
B.F. 81.07.128
(Inédit)

- Contrefaçon - revendication dépendante **
- élément moral **
- Licence : *intuitus personae* et fusion **

7. PARIS 12 DECEMBRE 1997

NOMAI c. IOMEGA
(inédit)

- Brevet européen - interdiction provisoire (non) ***

8. TGI LYON 11 MAI 1998

RHONE POULENC AGRO CHIMIE c. MONSANTO
(Inédit)

- Saisie-contrefaçon – informations confidentielles – exploitation ***

9. COM. 7 AVRIL 1998

POLEVAL c. SANDOZ SUISSE ET France
(Inédit)

- Licence – négociation – responsabilité précontractuelle : oui ***

LE PRESENT NUMERO A ETE REALISE

AVEC LA COLLABORATION DE

Marie Elisabeth ANDRE

Maître de Conférences à la Faculté de Droit de Montpellier

Jean Marc MOUSSERON

Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier
Président de l'Ecole du Droit de l'Entreprise

Marianne MOUSSERON-QUINETTE

Avocat au Barreau de Paris

Pierre MOUSSERON

Maître de Conférences à la Faculté de Droit de Montpellier

Jacques RAYNARD

Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier
Directeur de l'Ecole du Droit de l'Entreprise